



LE CHÔMAGE

1 Le chômage en France

A | Comment définit-on le chômage ?

Il existe deux définitions du chômage : celle de l'Insee et celle de Pôle emploi.

L'Insee considère que les chômeurs sont les personnes qui ont plus de 15 ans et qui sont à la recherche d'un emploi et elle en comptait **2,6 millions en mars 2018**. Les chiffres du chômage sont publiés tous les 3 mois.

Pôle emploi recense toutes les personnes qui sont inscrites comme demandeurs d'emploi et cela peut concerner des personnes en recherche d'emploi mais aussi en emploi partiel et qui recherche un complément. Cette administration publie ses chiffres, très attendus, tous les mois. Ceci explique les différences de chiffres difficilement compréhensibles par la population.

B | Un chômage de masse

Aujourd'hui, il y a **près de 5,6 millions de chômeurs** en France métropolitaine pour les personnes de catégories A, B et C inscrites à Pôle emploi qui sont tenues de chercher un emploi

Si on ajoute 150 000 demandeurs d'emploi pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, on atteint environ le chiffre de **5,65 millions de chômeurs**.

De plus, l'Insee compte environ **1,5 million** de personnes dans le « halo » du chômage, c'est-à-dire des personnes qui souhaitent travailler mais ne cherchent pas un travail activement ou ils ne sont pas disponibles dans les 2 semaines.

C | Quels sont les effets du chômage ?

Ce chômage massif a de nombreuses conséquences comme la montée de la **précarité** de certaines catégories de personnes comme les chômeurs de longue durée ou ceux qui ne sont plus indemnisés, des **déficits financiers** de l'assurance chômage, des caisses de l'assurance maladie et de retraite et il provoque aussi en partie une augmentation de l'**exclusion sociale**, tant l'identité des personnes est aussi liée, dans notre pays, au travail et aux droits qu'il ouvre. Cette persistance du chômage entraîne aussi un **sentiment d'insécurité** et un **mécontentement croissant** dans les zones les plus touchées.

2 Chômage : la situation actuelle

A | Les causes du chômage

Les causes du chômage sont multiples et sont liées à la fois à l'organisation de notre économie, aux choix politiques faits il y a plus de 40 ans et à une succession de crises économiques plus ou moins importantes depuis 1974 (premier choc pétrolier).

La **mondialisation** qui a entraîné depuis 1985 des **délocalisations** et le développement de **nouveaux pays émergents** (Chine, Inde, Brésil...) a provoqué la disparition de pans entiers de l'industrie française (sidérurgie, textile, mines, automobile...). Peu à peu, l'économie française est devenue principalement une **économie de services**. Parmi eux, il existe de nombreux métiers nouveaux qui exigent des qualifications particulières, ce qui rend difficile les **reconversions professionnelles**. La révolution numérique et technologique est passée par là : économie numérique, métiers liés à l'environnement...

B | Les chiffres du chômage

Le chômage est en augmentation quasi constante depuis les années 1975. Et il n'est jamais repassé sous la barre des **7,7 % depuis les années 1985** alors que l'on considère qu'un pays est en plein emploi lorsque son taux de chômage est au-dessous de 5 %. Il s'agit donc d'un **chômage durable de masse** qui représente aujourd'hui 8,9 % des actifs soit l'un des taux les plus élevés de l'Union européenne.

Avec environ 17,3 millions de personnes sans emploi, le taux de chômage dans l'Union européenne atteint 7,1 % en mars 2018, et 8,8 % dans la zone euro. Il n'a cessé de baisser depuis 2013.

3 Qui est touché par le chômage ?

Alors que, traditionnellement, les femmes étaient plus touchées par le chômage, aujourd'hui les taux de chômage des hommes (8,8 %) et des femmes (9 %) sont quasi-identiques, avec en cause, la destruction de nombreux emplois dans l'industrie lors de la dernière crise économique.

Le chômage touche principalement les personnes les moins qualifiées et les moins diplômées.

Les seniors restent plus longtemps sans emploi que les autres catégories d'âge.

Les jeunes de 15-24 ans sont très touchés par le chômage (28,8%). Mais il faut préciser qu'il s'agit d'un pourcentage calculé sur les jeunes présents sur le marché du travail et qui, donc, ne suivent pas d'études. En général, ils n'ont pas de diplôme ni de qualification professionnelle, ce qui explique qu'ils aient plus de risques d'être au chômage.

4 La répartition du chômage sur le territoire

Pour la France, le chômage est très **inégalement réparti**, notamment dans les régions qui ont été massivement désindustrialisées principalement dans le nord de la France (la sidérurgie en Lorraine, les mines dans le Nord Pas de Calais...).

La région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, aujourd'hui Occitanie, enregistre le deuxième taux de chômage le plus élevé après les Hauts-de-France.

Cela s'explique en partie par de grandes disparités sociales (nombre élevé de personnes pauvres) et un afflux massif de nouveau arrivants venus chercher du travail sous des cieux plus cléments.

Le passage de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans et la forte natalité française ont également eu pour effet d'augmenter mécaniquement le nombre de personnes qui restent ou entrent sur le marché du travail.

5 Les conséquences du chômage

Les personnes au chômage sont indemnisées un certain temps (selon les droits ouverts) mais comme elles ne touchent pas de salaires, elles ne cotisent plus pour la retraite, la sécurité sociale... La massification du chômage provoque donc des **difficultés financières** pour la protection sociale au moment même où celle-ci est fortement sollicitée.

Le chômage de longue durée a également d'autres conséquences pour les personnes privées d'emploi :

- rupture des liens sociaux souvent liés au travail ;
- perte d'identité dans un système où le travail est censé être un facteur d'épanouissement personnel ;
- manque de reconnaissance sociale : on peut se sentir inutile ou « assisté ». L'image du chômeur « fainéant » et/ou « profiteur du système » est d'autant plus répandue dans l'opinion publique que l'on est en temps de crise ;
- perte de la confiance en soi dans une société où l'on est toujours censé se surpasser et où le chômage est interprété comme un échec personnel, un manque de performance ou d'adaptabilité.

Le chômage a également un **impact sur la santé des personnes** qui, à la fois, ont tendance à moins se soigner par manque d'argent et souffrent psychologiquement de la perte d'emploi, ce qui favorise les maladies liées au stress, les maladies cardio-vasculaires, les cancers et augmente le risque de suicide.

6 Des politiques de l'emploi relativement inefficaces

Depuis les années 1980, les politiques de l'emploi se sont succédé avec des orientations différentes selon les gouvernements.

Une orientation consiste à **aider les entreprises à être performantes** face aux autres pays avec pour objectif, la création d'emploi, en :

- baissant la fiscalité et les charges sociales pour diminuer le coût du travail (CICE) ;
- favorisant la recherche et l'innovation (pacte national pour la croissance) ;
- les aidant à conquérir de nouveaux marchés (pacte national pour la croissance) ;
- rendant plus flexible le marché du travail en, notamment, modifiant le code du travail (loi El Khomri de 2016 et ordonnances Macron).).

Une autre orientation consiste à **favoriser le pouvoir d'achat** des ménages pour soutenir la consommation et ainsi favoriser la création d'emploi (réduction d'impôts sur le revenu, augmentation des minimas sociaux, « coup de pouce » au Smic...)

Une troisième orientation consiste à **augmenter l'employabilité des personnes** pour qu'elles soient en capacité d'occuper les emplois proposés :

- développement de l'apprentissage et des formations initiales tournées vers l'emploi ;
- formation professionnelle tout au long de la vie (plan de formation de 500 000 chômeurs, réforme de la formation professionnelle).);

- développement de contrats spécifiques pour favoriser l'expérience professionnelle comme les emplois d'avenir, les contrats de générations, d'insertion et aujourd'hui les Parcours-emploi-compétences. ...

Au début des années 2000, les lois Aubry sur la réduction du temps de travail prenaient acte de la raréfaction du travail et instaurent les 35 heures à la place de 39 avec, pour objectif, la création d'emploi. Selon l'Insee, la loi a abouti à la création d'environ 350 000 emplois entre 1998 et 2002. Mais cette loi a été très critiquée en raison de difficultés pratiques pour la mettre en application, notamment dans les petites entreprises ou la fonction publique hospitalière et pour son coût supposé.

7 Taux de croissance et chômage intimement liés

On considère que la croissance économique doit atteindre au moins 2 % pour inverser durablement la courbe du chômage. En 2017, le taux de croissance a atteint 1,9 % et l'Insee table sur un chiffre identique pour 2018, ce qui pourrait avoir un petit impact positif sur le chiffre du chômage.

Le gouvernement Hollande a proposé en 2012 un Pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi dont l'objectif était la diminution du chômage à l'horizon 2017, sans succès notable. Aujourd'hui, il est encore trop tôt pour faire le bilan des réformes menées par le gouvernement Macron.

Thèmes associés : la précarité et l'exclusion. La protection sociale. Les politiques de l'emploi. La santé. L'éducation et la scolarisation.

Questions associées : le chômage, un fléau social ? Chômage et handicap.

Pour aller plus loin :

- www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/chomage/video-chomage-st.htm

- www.economie.gouv.fr/ma-competitivite/pacte-national-croissance-competitivite-emploi